



Editorial .....p2  
 Numéro 100 .....p3  
 Le coin lecture .....p10

### Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile



Suite en page 8

## ALIMENTATION Souveraineté, Sécurité, Défense



Suite en page 4

## Agendas

- Jeudi 04 juin 2026 : Conférences « L’Océan Indien : Défi stratégique pour la France ? » à Lambesc
- Samedi 13 juin 2026 : Conférences « Faut-il avoir peur de l'IA générative pour nos métiers ? » à Marseille

## Ils nous soutiennent



## Editorial

Chers amis,

« L'intérêt mène le monde, domine les relations et soulève les conflits »

Une vision pessimiste, mais hélas très réaliste pour un contexte géopolitique auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Les deux conflits majeurs actuels qui nous concernent directement (même si ce ne sont pas les seuls), l'Ukraine et l'Iran ont certes des différences, mais on peut aussi leur trouver de nombreux points communs. Les deux sont une menace pour l'Europe et sont de fait deux guerres imbriquées. L'une en Europe orientale depuis officiellement quatre ans mais en fait depuis la fin du Pacte de Varsovie en 1991, l'autre dans le Golfe depuis bientôt trois mois sur ce dernier épisode, mais en fait depuis au moins 1948, si ce n'est avant. Les liens entre les deux sont évidents avec des acteurs connus directs et indirects. Les armes et les munitions utilisées sont souvent les mêmes (drones et missiles par exemple) et avec des enjeux énergétiques communs dont on mesure les effets maintenant concrètement et quotidiennement pourrait-on dire. Les menaces réelles sur l'Europe se comptent en minutes 15/20 par exemple sur Chypre, moins de 10 pour les pays baltes ou la Roumanie. La guerre informationnelle n'est même plus insidieuse, par les communiqués, la propagande ouverte, les divers « tweets » sans mesure, de part et d'autre. Les conséquences sont à l'évidence désastreuses pour les besoins énergétiques de nos économies, sur les stocks de carburant mais aussi de munitions très coûteuses, pour le potentiel de maintenance opérationnelle pour les moyens engagés (avions, bateaux en particulier), et bien évidemment sur le plan financier. **L'Europe à ce jour subit**, en attendant des hypothétiques cessez le feu ou une paix peu envisageable à brève échéance, sans parler des réparations de guerre qu'il faudra bien effectuer que ce soit en Ukraine, à Gaza, au Liban ou en Iran et aux EAU. Le dernier sommet entre la Chine et les Etats-Unis vient clore **la fin d'un monde hérité de la deuxième guerre mondiale avec l'Est et l'Ouest**, où sans en être sûr on assiste presque impuissant à ce nouveau partage du monde occidental contre le reste (Grand Sud) largement déséquilibré, sorte de nouveau Yalta où l'équilibre est un rapport de forces et de faiblesses respectives, et où apparaît encore plus clairement le piège de Thucydide (la confrontation de la puissance émergente, face à la puissance encore dominante).

Il ne faut pourtant pas en conclure que nous restions passifs, les planifications sont à l'œuvre, les budgets de défense sont significativement revalorisés, les systèmes de mobilisation sont actualisés, la professionnalisation des forces armées est complétée par des systèmes de « service national » remis en place par volontariat ou autres, avec des durées variables. Notre pays n'y échappe pas, comme le prouve la réactualisation de la LPM (Loi de Programmation Militaire) et le lancement d'un nouveau service national de volontaires avec un objectif de 50 000 pour 2035. Enfin la résilience d'un pays en cas d'une **Hypothèse d'Engagement Majeur** (HEM) repose sur un esprit de défense partagé et des forces morales. Ce qui est, depuis maintenant 90 ans la raison d'être de l'IHEDN. Dans ce contexte décrit précédemment le rôle des Correspondants Défense nouvellement élus dans toutes les communes de France est majeur. Nous avons reçu la mission particulière en liaison avec les armées (les DMD Délégués Militaires Départementaux) de prendre contact et d'assurer un relais dans ce domaine (nous en avons plus de 650 dans nos 4 départements). Nous comptons sur vous pour être **les ambassadeurs de l'esprit de défense**, en justifiant ainsi votre engagement dans notre association.

Bien fidèlement IHEDN

Général (2S) Michel FOUDEMIAT Président de l'Association

# Numéro 100

Si votre serviteur a l'honneur d'œuvrer à la communication de notre association depuis 2013 au travers des différents bulletins émis par nos responsables de l'époque, ce n'est qu'en février 2017 que le numéro 1 de notre lettre d'informations a vu le jour.

Et si nous n'étions à l'époque que 160 lecteurs, nous sommes aujourd'hui 1700 destinataires directs à la recevoir, auxquels s'ajoutent celles et ceux avec qui vous partager cette production.



Il convient de remercier chaleureusement celles et ceux qui ont participé à la rédaction des contenus au travers d'articles relatant nos activités mais aussi de sujets en rapport avec l'intérêt que vous nous portez.

Car si la forme de cette lettre a quelque peu évoluée au fil du temps, son contenu continuera d'évoluer et vous procurer l'intérêt de sa lecture et l'impatience de recevoir le numéro suivant.

Cette impatience qui sera maintenue en gardant ce fil conducteur qu'est la Défense Nationale. Cette Défense Nationale qui englobe l'ensemble de nos valeurs démocratiques, qui nous rassemble au-delà de nos différences et qui fait la force de cet intérêt général lorsque tous nous ne faisons plus qu'un.

En vous souhaitant une excellente lecture de ce 100<sup>e</sup> numéro.



Daniel HUILLET

## ALIMENTATION : Souveraineté, Sécurité, Défense

Le mardi 19 mai 2026, 86 personnes étaient réunies au Tempo à Gap pour assister aux rencontres sur le thème « Alimentation : Souveraineté, Sécurité, Défense ».

Philippe BAILBE<sup>1</sup>, préfet des Hautes-Alpes, a rappelé combien résilience, sécurité nationale et capacité à nourrir durablement notre population sont étroitement liées, au sein de la nouvelle Revue nationale stratégique.

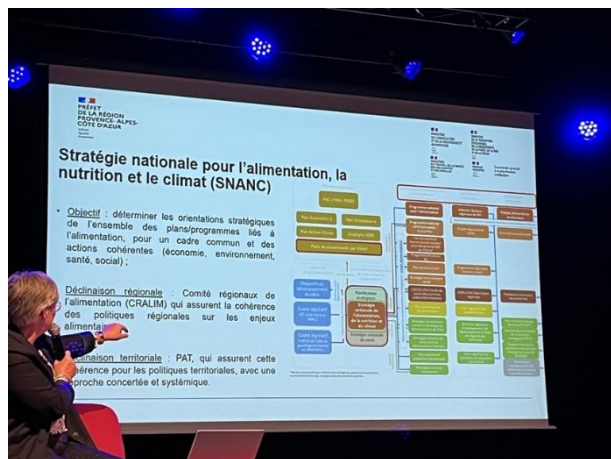
Cette exigence a été réaffirmée par l'inscription récente de la souveraineté alimentaire parmi les intérêts fondamentaux de la Nation, à l'initiative du Président de la République. Elle est également largement débattue dans les travaux engagés par Annie Genevard, Ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire de France, autour des Conférences de la souveraineté alimentaire, destinées à construire une stratégie collective et territoriale pour l'avenir de notre agriculture.



La France dispose d'atouts considérables : première puissance agricole de l'Union européenne, avec une production estimée à 92,4 milliards d'euros en 2025, notre pays demeure également un acteur clé des filières céréalières, laitières ainsi que des vins et spiritueux. La France produit à elle seule près de 45 % du maïs grain de l'Union européenne.

Mais ces forces ne doivent pas masquer les défis : entre 2000 et 2020, plus de 200 000 exploitations agricoles ont disparu. Renouvellement des générations, adaptation au changement climatique, gestion de l'eau et sécurité des approvisionnements sont désormais des enjeux qui engagent notre avenir, dans les Hautes-Alpes et en France.

Comme l'a souligné le préfet des Hautes-Alpes : « La souveraineté alimentaire ne se décrète pas ; elle se construit ensemble. ». Une ambition collective qui mobilise agriculteurs, institutions, entreprises, experts et citoyens au service de l'intérêt général.



Cheffe du pôle Politique de l'Alimentation à la Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, Madame Karine PASCAL-SUISSE a évoqué en introduction l'incidence de la « crise Covid » en termes de résilience alimentaire (en rappelant que la résilience est l'aptitude à absorber un choc et retrouver un état d'équilibre).

Et de rappeler dans un état des lieux de l'agriculture et de l'alimentation en Provence-Alpes-Côte d'Azur que la région est le leader national en production de fruits et légumes (via le maraichage, l'arboriculture, la viticulture,

l'horticulture dont les plantes à parfum, etc.), les départements alpins étant aussi caractérisés par l'élevage notamment des ovins et caprins.

Elle est aussi la 1<sup>ère</sup> région pour le « bio » ; avec 70% de surfaces liées à l'irrigation, ce qui pose la question du partage de l'eau.

<sup>1</sup> Texte du préfet des Hautes-Alpes

Néanmoins, avec 12% d'autonomie agricole et 38% dans la transformation agro-alimentaire, la région PACA est fortement dépendante des importations.

Parmi les vulnérabilités, on retiendra la question du remplacement des agriculteurs, le sujet de la disponibilité du foncier et bien sûr les conséquences de l'élévation des températures.

On notera cependant que chaque année plus de 9000 élèves sont formés dans les différents établissements d'enseignement de la région PACA.

Madame Karine PASCAL-SUISSE a ensuite présenté la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC) dont l'objectif est de déterminer les orientations stratégiques de l'ensemble des plans/programmes liés à l'alimentation, pour un cadre commun et des actions cohérentes (économie, environnement, santé, social) ainsi que ses déclinaisons régionales (Comités régionaux de l'alimentation) qui assurent la cohérence des politiques régionales sur les enjeux alimentaires et ses déclinaisons territoriales qui assurent cette cohérence pour les politiques territoriales avec une approche concertée et systémique.



Et de conclure en 5 points par les défis à relever (Faire de la diète méditerranéenne un tremplin vers une alimentation plus saine et plus durable, Protéger voir reconquérir du foncier agricole, Enrayer la baisse du nombre d'exploitations pour maintenir le maillage territorial, S'adapter au changement climatique : diversifier les productions, travailler sur l'eau, Développer des filières alimentaires locales qui assure une juste rémunération des producteurs en utilisant aussi le levier de la restauration collective) tout en soulignant le repositionnement des actions dans une stratégie plus large au sein de la Revue nationale stratégique de défense dans ses objectifs stratégiques 2030 (OS 2 : «une France unie et résiliente», OS 2.1 : «assurer résilience de la vie économique de la nation»).

Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités, de la protection des populations des Hautes-Alpes, Madame Magali BRETON a présenté l'écosystème de la DDETSPP05 forte de 75 agents de 5 ministères, le réseau interministériel et les acteurs qui veillent à la sécurité des consommateurs au travers de 22 politiques publiques dans une approche intégrée et territorialisée du risque et une chaîne de responsabilité partagée mais pilotée par l'Etat.



Enjeu de sécurité nationale, la sécurité alimentaire repose en premier lieu sur la prévention au travers de la responsabilité des professionnels via notamment des autocontrôles et la traçabilité<sup>2</sup> et des contrôles officiels, allant d'une inspection permanente dans les abattoirs aux contrôles ponctuels aux niveaux production et distribution (avec le renfort d'un délégataire privé pour les ventes en remise directe) permettant d'atteindre une moyenne d'un contrôle tous les 5 ans. Ces contrôles sont réalisés dans le cadre de plans de contrôles et de surveillance intégrant des prélèvements ciblés et/ou aléatoires et les analyses sont externalisées vers des laboratoires agréés (environ 1/département) à l'image du laboratoire départemental vétérinaire et d'hygiène alimentaire de Gap.

<sup>2</sup> Traçabilité et estampille sanitaire: c'est l'ovale imprimé sur l'emballage ou l'étiquette d'un produit d'origine animale ; ainsi par exemple pour FR 93-153-01 CE, FR désigne le pays d'origine, 93 le département, 153 la commune, 01 le n° de l'établissement, et CE confirme qu'il s'agit d'un pays de l'UE

On notera que les dispositifs de détection et de gestion des alertes (dont plusieurs exemples ont été détaillés) peuvent émaner de divers niveaux, allant des services vétérinaires aux industriels, en passant par l'ARS ou l'Ordre des Médecins ou Santé publique France, sans oublier la plateforme nationale Signal Conso, accessible en ligne à tout consommateur, dont le signalement sera ensuite rerouté vers le service territorialement compétent.

Ces dispositifs ont pour objectifs de faire cesser l'exposition au risque, en éviter la propagation et informer professionnels et consommateurs et disposent d'outils tels que les retraits/rappels des produits concernés, voire fermetures des établissements en cause

Magali BRETON a évoqué ensuite la vulnérabilité des chaînes alimentaires (mondialisation, acteurs multiples, recherche du moindre coût, etc.), allant du risque intentionnel à la malveillance, nécessitant une détection précoce et la coopération avec les forces de sécurité et de justice.

Et évoqué les enjeux de la communication de crise (éviter la panique, maintenir la confiance et gérer les réseaux sociaux), la perception du risque pouvant être aussi importante que le risque lui-même.

Avant de conclure par un bilan analytique chiffré de l'activité de la DDETSPP 05 pour 2025 : sur 3385 établissements agro-alimentaires, 204 inspections ont été réalisées, débouchant sur 133 avertissements, 25 mises en demeure, 6 fermetures, 3 sanctions pénales et 1 retrait d'agrément.

Pour illustrer les défis de l'alimentation des militaires en opérations extérieures, le Commissaire principal LOÏC, Chef du Bureau Restauration et Logistique Opérationnelle du Service du Commissariat des armées a pris en introduction 2 exemples : La bataille de VALMY en 1792 et la défaite austro-prussienne due à des problèmes logistiques démontrant combien l'alimentation est une fonction sensible et la 1ère Guerre Mondiale (3,7 millions de soldats à nourrir) et la mise en place de chaînes logistiques intégrant des importations (USA, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande) de viandes, de vins et de pain, outre des usines agro-alimentaires nationales (dont Hénaff et Saupiquet).



Et de rappeler les fonctions essentielles de l'alimentation : Energétique (indispensable au fonctionnement du corps), Plastique (construction/réparation/entretien des tissus de l'organisme), Régulation (fonctionnement des réactions métaboliques).

Mais qu'au-delà de ces fonctions indispensables, l'alimentation a aussi un rôle social (repas en commun/échanges) et un impact sur le moral (le soldat en OPEX a besoin de se recréer des routines de vie).

La restauration en opérations c'est la ration individuelle de combat réchauffable (RICR), déclinée en 14 menus dont 7 menus sans porc, 3 menus halal et 1 menu végétarien.

Mais également ses dérivés que sont la ration individuelle lyophilisée (RIL) adaptée pour les missions en zones de montagne et en zones tropicales et la

« ration forces au contact » (RFC) spécifique pour les forces spéciales.





## Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile (SIRACEDPC)

Visite du 27 avril 2026

Nous avons visité ce jour le 27 Avril 2026 le SIRACEDPC à la préfecture de Région, accueillis par **Mr Jean Marc ROBERT**, *Adjoint au chef de service au CABINET du préfet*.



Il s'agit d'un service placé sous l'autorité du préfet de région (Préfet de zone de défense et de sécurité).

Ses missions principales sont :

1. Appui et Coordination Régionale : Comme son nom l'indique, il appuie les SIDPC (Services Interministériels Départementaux) de sa zone de défense. Il assure la cohérence et la coordination des actions de protection civile au niveau interdépartemental et régional.
2. Gestion des Crises d'Ampleur : Lorsqu'un événement dépasse les capacités d'un seul département (inondation majeure, tempête, accident industriel grave), le SIRACEDPC coordonne les moyens de secours entre les différents départements de la région ou de la zone de défense.
3. Conseil et Expertise : Il fournit une expertise technique et juridique aux préfets de département en matière de risques, de plans de secours (ORSEC) et de réglementation de la sécurité civile.
4. Lien avec le Niveau National : Il fait le relais entre l'échelon départemental et l'échelon national (Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises - DGSCGC) pour la remontée d'informations et la mise en œuvre de la doctrine nationale.
5. Préparation et Planification : Il participe à l'élaboration des plans de sécurité civile à l'échelle de la zone de défense (comme le plan ORSEC de zone) et organise des exercices interdépartementaux.

Nous avons visité le COD (Centre Opérationnel Départemental), structure physique et fonctionnelle qui se met en place dans chaque département français lorsqu'un événement (accident, catastrophe naturelle, crise sanitaire, etc.) nécessite une coordination renforcée des secours et des moyens de l'État.

Ses missions principales sont :

1. Coordonner la réponse de sécurité civile : Il rassemble et organise l'action de tous les acteurs impliqués (pompiers, police, gendarmerie, services techniques, associations, etc.) sous l'autorité du préfet.
2. Recueillir et analyser l'information : Il centralise les remontées du terrain pour avoir une vision globale de la situation (étendue des dégâts, besoins, moyens engagés).

3. Aider à la décision du préfet : Il fournit au préfet (ou à son représentant) les éléments d'analyse et les propositions stratégiques pour gérer la crise (déclenchement du plan ORSEC, demandes de moyens renforts, consignes aux populations).
4. Assurer la liaison : Il fait le lien entre le terrain (commandant des opérations de secours), les autres départements, la zone de défense (via le COZ ou le SIRACEDPC) et le niveau national (COGIC).



Le COD est composé de plusieurs salles, la salle dite chaude où se trouvent tous les services en contact avec leurs équipes sur le terrain. La salle froide où les décideurs notamment le préfet et autres autorités décident des actions à entreprendre. Et enfin une salle (plateforme téléphonique) dédiée à la communication avec les administrés.

En résumé, si le SIDPC est l'opérationnel au niveau du département, le SIRACEDPC est le stratège et le coordinateur au niveau de la région (zone de défense), veillant à la solidarité et à l'efficacité des moyens sur un territoire plus vaste.

Nous remercions Mr Jean Marc ROBERT de nous avoir ouvert les portes de ce lieu dédié aux décisions importantes concernant la sécurité civile.

**Patrick CODER**



